

Direction de l'aménagement des territoires et
de la transition écologique

Cayenne, le 15 avril 2026

Service prévention des risques et industries
extractives

Unité prévention des risques accidentels

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REGULUS SA UPG

BP 73
Centre Spatial Guyanais
97372 Kourou

Référence : DGTM/DATTE/SPRIE/UPRA/MC/2026/372

Code AIOT : 0006900028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement REGULUS SA UPG implanté Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre de l'instruction de la révision de l'étude de dangers du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGULUS SA UPG
- Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'Usine de Propergol de Guyane (UPG), est exploitée par la société franco-italienne REGULUS. Elle assure la fabrication de propergol solide et le chargement des corps de moteurs P120C et P160C composant les boosters d'Ariane 6 et le premier étage de Vega-C.

Thèmes de l'inspection :

- SGS (Système de Gestion de la Sécurité)
- MMR (Mesures de Maîtrise des Risques)
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Audits internes	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1	Sans objet
3	Procédures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1	Sans objet
4	Contrôles et vérifications	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.2.3	Sans objet
6	Mesures de maîtrise de risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer que les entreprises extérieures susceptibles d'être amenées à mettre en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention soient formées à leur utilisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audits internes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Système de Gestion de la Sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise deux types d'audits sur son site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des audits qualité (qui permettent également de faire remonter certains indicateurs liés à la sécurité, à la santé et à l'environnement) ; - des audits dits « SPOT » qui permettent d'observer une opération précise et de vérifier, par exemple, si les consignes sont à jour, la formation du personnel, les affichages, les mesures environnementales, etc. <p>L'exploitant mène environ 2 SPOT par atelier et par an, soit environ 40 SPOT au total par an.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées deux SPOT réalisés au cours de l'année :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un le 26 février 2026, qui concernait la manutention d'un compresseur d'un bâtiment à un autre ; - un le 11 mars 2026, qui concernait la préparation d'une gaine barrière. <p>Les non-conformités relevées lors de ces SPOT sont intégrées dans un tableau de suivi qui fait l'objet d'une revue mensuelle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Plusieurs types de formations sont mises en place concernant les risques des installations, l'application des consignes et la conduite à tenir en cas de sinistre. Tout d'abord, une formation générale dite « sauvegarde » est dispensée par le CNES à l'ensemble du personnel du CSG. Ensuite, une formation particulière supplémentaire, liée au risque pyrotechnique, est dispensée par l'exploitant au personnel de REGULUS ainsi qu'aux personnels extérieurs intervenant sur le site à l'année ou à temps plein chez REGULUS. Pour le personnel intervenant ponctuellement, un plan de prévention est rédigé et, en fonction des activités menées et des lieux d'intervention, un permis de feu et/ou un permis de travail sont établis. Concernant la formation du personnel contribuant à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, celle-ci était auparavant dispensée par la BSPP lors de la formation « sauvegarde ». Depuis l'arrêt, il y a quelques années, de ce module, l'exploitant est en train de former son personnel. Des sessions de formation réalisées par l'APAVE sont prévues les 20 et 21 avril ainsi que les 29 et 30 juin 2026. Cependant, à ce jour, aucune disposition n'est prise par l'exploitant pour vérifier que le personnel extérieur, susceptible d'être amené à utiliser ces moyens d'extinction (notamment lors de la délivrance de permis de feu), est formé à leur utilisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les personnes extérieures susceptibles d'être amenées à utiliser des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention sont formées à leur utilisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Procédures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Constats :

Les campagnes de malaxage et de coulée font l'objet de « revues de lancement » qui permettent de s'assurer de la disponibilité des installations et de valider l'ensemble de la chaîne de fabrication.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées une revue de direction du 13 mars 2026 relative à une campagne de coulée d'un P160.

Cette revue comprenait notamment les informations suivantes :

- la composition du propergol ;
- la vérification des matières premières ;
- une revue des anomalies ;
- l'état des installations ;
- un bilan technique ;
- le personnel et l'organisation.

La validation de l'ensemble de ces éléments avant les opérations permet la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en toute sécurité.

Après chaque campagne de malaxage et de coulée, un débriefing des opérations est réalisé et un compte rendu est établi.

L'exploitant a également présenté en séance le dernier débriefing réalisé. Celui-ci faisait mention d'une anomalie survenue durant la campagne, qui a fait l'objet d'un formulaire intitulé « prise de décision » permettant de mettre en place des mesures compensatoires pour la poursuite de la campagne.

Les anomalies identifiées lors des débriefings peuvent également faire l'objet de fiches ACACIA (système interne de recensement des incidents/accidents).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles et vérifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

Constats :

L'inspection des installations classées s'est intéressée à la maîtrise du risque de présence de corps étrangers dans le malaxeur, tel qu'identifié dans l'étude de dangers du site.

Ce risque est intégré dans la procédure REG-M2-09 relative à la gestion des barrières de sécurité.

Plusieurs opérations permettent de s'assurer de l'absence de corps étrangers. Une première vérification est réalisée lors des opérations de tamisage de la matière première. Le système de freinage de la visserie contribue également à la prévention de ce risque.

L'inspection des installations classées s'est également intéressée à la gestion des alarmes

<p>permettant le suivi de différents paramètres du procédé (température, pression, etc.). L'ensemble des alarmes est programmé en amont des opérations, notamment lors de la revue de direction. Un système d'astreinte est ensuite mis en place pour assurer la réception et le traitement des alertes. Lors de l'inspection, les inspecteurs se sont rendus au poste de commande des bâtiments ainsi qu'au PC alarmes afin d'observer la programmation et la gestion des différentes alarmes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de deux réserves d'eau d'une capacité minimale totale de 480 m3 destinée à l'extinction, accessible en toutes circonstances. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet le dimensionnement des réserves d'eau. - 3 pompes de 120 m3/h à 7 bar dont une en secours ; <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant est capable de justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant si les réserves d'eau étaient toujours suffisamment dimensionnées compte tenu de l'arrivée des nouveaux moteurs P160. L'exploitant indique que les feux d'origine pyrotechnique ne sont pas attaqués avec de l'eau. Les bâches servent en cas d'incendie sur les installations, qui n'ont pas évolué avec l'arrivée du P160. Ainsi, le dimensionnement, avec deux bâches de 480 m³, apparaît toujours suffisant.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, après l'inspection, les rapports de maintenance annuels des trois pompes incendie, qui ont été réalisés le 4 septembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 6 : Mesures de maîtrise de risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; <p>[...]</p> <p>Ces actions sont tracées.</p>

Constats :

Le Quickdrop (descente de la cuve – déconfinement), identifié dans l'étude de dangers comme une mesure de maîtrise des risques (MMR), fait l'objet d'une maintenance annuelle et triennale. Les dernières opérations de maintenance pour le bâtiment 301 ont été réalisées en août 2025 pour la maintenance annuelle et en novembre 2025 pour la vérification triennale. Le Quickdrop fait également l'objet de tests de temps de réponse.

Les opérations de maintenance du fardier ont également été présentées en séance. Elles ont lieu trimestriellement, annuellement et triennalement (pour les ESP).

Il est toutefois à noter que l'ensemble des documents présentés en séance attestant de l'entretien ne sont pas signés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les documents relatifs aux opérations de maintenance doivent être dûment complétés et signés afin de garantir leur traçabilité et leur validité.

Type de suites proposées : Sans suite